

La crise de la dette publique et ses solutions résumées en une page (serrée)

1. Les deux grandes causes (liées) de l'excès d'endettement public

- avoir confié aux **marchés financiers** (= les gros spéculateurs du monde et leurs banques privées) l'essentiel du crédit aux États endettés à des taux d'intérêt devenus usuraires (dette insoutenable). En France, Pompidou et Giscard le décident en 1973. En Europe, Maastricht (1992) et les traités ultérieurs interdisent à la BCE de prêter directement aux États. Sans les charges d'intérêt accumulées fixées par ces marchés, ou avec des taux d'intérêt très faibles, aucun État européen n'aurait de dette insupportable !

- des **inégalités démesurées**. L'excès de richesse des très riches alimente la spéculation sur tout. Ils peuvent rafler la mise (intérêts) des crédits aux États et gagner de l'argent quand les dettes explosent, via des produits financiers faits pour cela. Ils « jouent » un pays après l'autre, après avoir joué sur l'immobilier américain, sur les produits alimentaires mondiaux, le pétrole ou les matières premières.

Ces inégalités ont été délibérément construites par les gouvernements et le patronat néolibéraux via une fiscalité de classe (cadeaux et niches pour riches), une part croissante de la valeur ajoutée allant aux profits non réinvestis (dividendes), avec un rapport de force en leur faveur « grâce » au chômage de masse. Les très riches sont doublement gagnants : moins d'impôts, plus de profits spéculatifs sur des dettes publiques creusées en partie par ce « moins d'impôt », en partie par les charges d'intérêt des emprunts.

Ces causes sont liées : c'est la ploutocratie mondiale qui a poussé à la libéralisation de la finance, à la privatisation du crédit aux États et à l'explosion de la grande richesse.

2. Des causes complémentaires : paradis fiscaux, culte de la croissance, concurrence entre territoires

- L'existence des « enfers fiscaux », une création des mêmes acteurs, prive les États de recettes énormes. Rien que pour l'UE, entre 1500 et 2000 milliards d'euros sont ainsi mis à l'abri de toute fiscalité.

- Le culte de la croissance et la concurrence entre territoires sont à l'origine de « grands projets nuisibles » au Nord comme au Sud : dépenses de prestige et militaires, certains grands équipements et infrastructures, grands stades, ports et aéroports surdimensionnés... Une partie de la dépense publique est illégitime pendant que des volets essentiels au bien vivre, des biens communs, sont sacrifiés et exigeraient beaucoup plus de moyens.

3. Les solutions s'en déduisent, mais elles impliquent des mobilisations contre « le mur de l'argent »

À court terme (dès 2012)

1) obliger la BCE à prêter directement aux États en difficulté et annuler la partie illégitime de leurs dettes sur la base d'**audits citoyens**. Cela couperait les ailes aux marchés et à leurs agences. On y viendra, sauf éclatement dramatique de l'Europe. Mais en cas de refus dans l'immédiat, des solutions nationales existent, sans quitter l'UE ni l'euro. On en trouve par exemple dans le livre de J. Généreux « Nous, on peut ! » (p. 121 et suiv.) - mais elles supposent un bras de fer donc un rapport de forces à construire - et dans les propositions d'Alain Grandjean et de la FNH (passer par un organisme public national de crédit qui pourrait légalement emprunter à la BCE).

2) Une réforme fiscale réduisant fortement les écarts de revenu et de patrimoine, par le bas et par le haut. Cela s'est fait dans le passé, en France comme aux États-Unis. On peut en attendre, sans invoquer la croissance, 100 milliards d'euros par an pour la solidarité nationale, pour revenir à une dette raisonnable et pour les investissements matériels et humains d'une transition écologique et sociale créatrice d'emplois.

3) Une séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt. L'idée progresse nettement.

4) Une taxation des transactions financières en commençant par l'UE. On y vient, mais pas assez vite.

5) L'interdiction des produits financiers à risques systémiques ou revenant à faire des paris sur les cours de biens essentiels ou sur les pertes d'autrui. On y vient, trop lentement.

À moyen terme (2012-2014 et au-delà)

1) Socialiser les banques ou les nationaliser/démocratiser pour les mettre en dehors de tout pouvoir d'actionnaires privés. La monnaie et le crédit comme biens publics. Renationaliser le financement de la dette au sens de J. Généreux (p. 99).

2) Des mesures (à débattre) de contrôle des mouvements de capitaux entre l'UE et le reste du monde.

3) en finir avec les paradis fiscaux en s'appuyant au départ sur la reprise en main des banques nationales et européennes.

4) Une politique de partage du travail (décent) et de **création d'emplois d'utilité écologique et sociale** mettant fin aux impacts sociaux délétères du chômage.